

EDITORIAL

Désordres

LORS de l'annuel colloque des finances publiques, les soucis budgétaires sont passés inaperçus (leconomiste.com). Ils dessinent pourtant la dégradation de la gestion de l'Etat. Rien de plus et rien de moins.

Elle commence en 2008, atteint deux sommets en 2012 et 2013. Mais elle se poursuit aujourd'hui.

Un seul indice pour fixer l'ampleur des désordres générés par deux gouvernements successifs: le Maroc pouvait se permettre des investissements annuels de 21-25 milliards de DH; ce qu'il a fait jusqu'en 2007. Et puis, d'un seul coup, voilà qu'on grimpe à 55 milliards puis qu'on saute encore plus haut vers les 60 milliards de DH.

Or, le Maroc n'a trouvé ni mine d'or ni puits de pétrole pour se permettre de doubler son budget. En fait, il s'agissait juste d'inscrire n'importe quoi dans la loi de finances pour pouvoir faire des effets de manches dans les meetings partisans.

Mais c'étaient, ce sont des faux en écritures publiques. Pour le moins. Les employés de l'Etat savent que cela les conduirait en prison... Les gouvernements, eux, sont absous.

Ce n'est pas le plus grave.

Le pire est qu'ayant inscrit n'importe quoi dans la loi, on fait n'importe quoi dans l'exécution de cette loi. A commencer par ne pas payer les factures, ruiner les entreprises et dégrader les conditions sociales de la population.

Ensuite, qui a dit aux élus, surtout ceux de la majorité, que d'énormes tromperies leur avaient été servies dans les projets de lois de finances? Qui a choisi, et comment, ce qui ne serait pas réalisé?

Deux gouvernements, El Fassi et Benkirane, avaient promis d'éradiquer la mauvaise gouvernance. Ils l'ont installée au cœur des finances publiques, en version gigantesque.

Combien d'années de sacrifices et d'efforts faudra-t-il pour revenir à la normale? □

Nadia SALAH

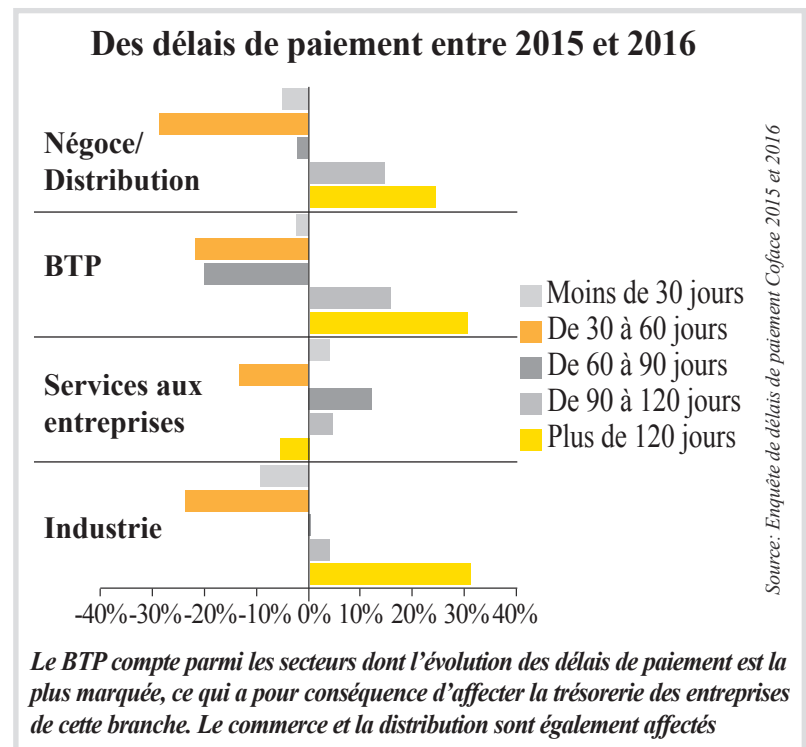
Délais de paiement Alerte Coface

• La situation du BTP continue de se dégrader

• 120 jours en moyenne dans la distribution et le commerce

• Les trésoreries s'assèchent, l'investissement souffre

Voir page 2



Recettes fiscales

L'IR rattrape l'IS

LES recettes de l'IS sont en hausse, celles de l'IR aussi. A fin août, l'impôt sur le revenu dont 77% des recettes proviennent des prélèvements à la source sur les salaires a généré le même montant que l'IS. A

noter au passage une hausse de 15% de l'investissement public. Au total, 40,32 milliards de dirhams ont été engagés à fin août. Cet effort s'est accompagné d'une réduction du déficit budgétaire de 5 milliards de dirhams. □

Voir page 15

■ Valse de nominations chez AWB

Voir De Bonnes Sources

■ RAM: Addou dévoile sa stratégie

Voir page 10

■ Législatives: Bataille sur les réseaux sociaux... aussi

Voir page 29

Agréments

La réforme qui a fait pschitt!

Voir page 14

Crédit Agricole du Maroc prêt pour la Bourse

Voir page 9